

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/NPL/4/Rev.1
21 mai 2002

(02-2788)

Groupe de travail de
l'accession du Royaume du Népal

Original: anglais

GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DU ROYAUME DU NÉPAL

Offre d'engagements spécifiques concernant les services

Révision

Le gouvernement du Royaume du Népal a fait parvenir au Secrétariat l'offre révisée d'engagements spécifiques concernant les services et la liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II (NPF) ci-après, en lui demandant de les distribuer aux membres du Groupe de travail.

Offre d'engagements spécifiques concernant les services

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
Tous les secteurs compris dans la présente liste	<p>1) et 2) L'attribution de devises convertibles pour le paiement de fournisseurs de services étrangers est soumise à l'approbation de la Banque centrale.</p> <p>3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant de 49 pour cent.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, sauf que:</p> <p>Un investisseur étranger qui réinvestit des gains est tenu d'obtenir l'autorisation du Département de l'industrie.</p> <p>Tous les investissements étrangers qui ne font pas l'objet d'une interdiction, en dehors du secteur des services financiers, requièrent l'approbation du Département de l'industrie.</p> <p>Les investissements du type de ceux couverts par le Règlement sur la protection de l'environnement de 1997 requièrent une évaluation de l'impact sur l'environnement ou une évaluation initiale de l'environnement (selon la taille et la nature de l'activité) par le Ministère de la population et de l'environnement.</p> <p>Seules les entreprises détenues entièrement par des ressortissants népalais peuvent bénéficier de mesures d'incitation et de subventions.</p> <p>La majorité des membres du Conseil d'administration d'une coentreprise doit être constituée de ressortissants népalais.</p>	<p>Sauf lorsqu'une évaluation de l'impact sur l'environnement est requise, les décisions du Département sont normalement communiquées dans les 30 jours suivant la date de la demande.</p> <p>L'approbation d'un investissement n'est normalement pas refusée, sauf si les normes environnementales ne sont pas respectées.</p> <p>Les investisseurs étrangers effectuant des investissements en devises sont autorisés à rapatrier les montants suivants en dehors du Népal:</p> <p>a) le produit de la vente, totale ou partielle, de leur participation au capital;</p> <p>b) les bénéfices ou dividendes résultant d'une prise de participation;</p> <p>c) les montants perçus au titre du paiement du principal et des intérêts servis sur des prêts étrangers;</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) Non consolidé, sauf pour l'admission et le séjour temporaires de personnes physiques d'un autre Membre relevant de la catégorie suivante sur la base d'un examen des besoins économiques:</p> <p><u>Vendeurs de services</u></p> <p>Personnes non établies sur le territoire népalais et ne recevant aucune rémunération de sources sises au Népal, dont les activités consistent à représenter un fournisseur afin de négocier la prestation de ses services, lorsque:</p> <p>a) lesdits services ne sont pas fournis directement au grand public; et</p> <p>b) le vendeur de services ne les fournit pas directement.</p> <p><u>Personnes chargées d'établir une présence commerciale</u></p> <p>Personnes employées par une entreprise sans présence commerciale au Népal et qui séjournent temporairement au Népal afin d'y établir une présence commerciale pour cette entreprise.</p> <p>Le séjour des personnes relevant de ces deux catégories est limité à 90 jours.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf pour les mesures concernant les catégories de personnes physiques mentionnées dans la colonne de l'accès aux marchés.</p> <p>Le droit de vendre ou d'acquérir des biens immobiliers est reconnu à chaque citoyen népalais par la Constitution. Le Code civil interdit à la vente, la constitution d'hypothèque, la donation ou la cession de tout bien immobilier à une personne étrangère.</p>	<p>d) le montant perçu en vertu d'un accord de transfert de technologie approuvé par le Département de l'industrie ou le Département des petites entreprises et de l'industrie artisanale.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Personnes transférées à l'intérieur d'une société</u></p> <p>Personnel d'encadrement, dirigeants et spécialistes, au sens des définitions ci-après, employés par des entreprises fournissant des services au Népal par l'intermédiaire d'une succursale, d'une filiale ou d'une société affiliée établie au Népal, qui ont été préalablement employés par cette entreprise en dehors du Népal pour une période d'au moins un an précédant immédiatement la date de leur demande d'admission et qui appartiennent à une des catégories suivantes:</p> <p>a) <u>dirigeants et personnel d'encadrement</u>: personnes qui, au sein d'une organisation, ont essentiellement pour tâche de diriger celle-ci, ou un de ses départements ou services, de superviser ou de contrôler le travail d'autres personnes employées à des tâches de supervision, d'encadrement ou de gestion, qui sont habilitées à engager ou à licencier d'autres personnes, ou à recommander l'engagement ou le licenciement d'autres personnes ou à prendre d'autres décisions (par exemple pour ce qui concerne les promotions ou les autorisations de congés) et ont un pouvoir discrétionnaire sur les activités courantes;</p> <p>b) <u>spécialistes</u>: personnes qui, au sein d'une organisation, ont de très grandes compétences techniques et des connaissances très poussées, entretenues par une pratique suivie, des services, des activités de recherche ou des techniques de gestion de l'organisation (les spécialistes peuvent, notamment, comprendre des membres de professions libérales, mais ils ne s'y limitent pas).</p> <p>L'admission des catégories de personnes transférées à l'intérieur d'une société, décrites ci-dessus, est limitée à une période initiale de deux ans, qui peut être prorogée de trois ans au maximum, à concurrence de cinq ans au total.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.		
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
I. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
1. Services professionnels			
d) Services d'architecture (CPC 8671)	1) Néant 2) Néant 3) Seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
f) Services intégrés d'ingénierie (CPC 8673)	1) Néant 2) Néant 3) Seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
g) Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (CPC 8674)	1) Néant 2) Néant 3) Seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
i) Services vétérinaires (CPC 932)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
2. Services informatiques et services connexes			
a) Services de consultation en matière d'installation des matériels informatiques (CPC 841) b) Services de réalisation de logiciels (CPC 842) c) Services de traitement de données (CPC 843) d) Services de base de données (CPC 844) e) Autres services informatiques <ul style="list-style-type: none"> - Services de préparation des données (8491) - Autres services informatiques (CPC 8499) 	1) Néant 2) Néant 3) Seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent Les coentreprises sont tenues d'offrir une formation en cours d'emploi à au moins 80 pour cent du personnel local. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
3. Services de recherche-développement			
a) Services de R-D en sciences naturelles - Chaleur, lumière, électromagnétisme, astronomie, mais à l'exclusion de l'énergie atomique et des questions connexes (CPC 85101) - Génie civil et technologie, y compris les sciences appliquées et les techniques de la fonderie, de la métallurgie, des machines, de l'électricité, des communications, de la construction navale, de l'aéronautique, du génie civil, de la construction, de l'information, etc. (CPC 85103)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
6. Autres services fournis aux entreprises			
b) Services d'études de marché et de sondages (CPC 864)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Services d'essais et d'analyses techniques (CPC 8676)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
m) Services connexes de consultations scientifiques et techniques (CPC 8675)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
q) Services d'emballage (CPC 876)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
s) Services de congrès (CPC 87909*)	1) Néant 2) Néant 3) Seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
II. SERVICES DE COMMUNICATION			
3. Services de télécommunication			
a) Service de téléphone local b) Service de téléphone national c) Services de téléphone internationaux d) Service de télex e) Services de télégraphe national et international	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf que: La licence d'exploitation d'un service de télécommunication est délivrée par le Conseil népalais des télécommunications (NTA).	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf: Comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Outre la Société népalaise des télécommunications (NTC), un autre fournisseur de services pourra obtenir une licence d'exploitation aux conditions suivantes:</p> <p>La participation étrangère est autorisée par le biais d'une coentreprise, avec participation au capital maximale de 80 pour cent.</p> <p>La licence est délivrée pour une période initiale de dix ans. Elle est renouvelable pour des périodes additionnelles de cinq ans, jusqu'à un maximum de 25 ans, y compris la période initiale.</p> <p>Le détenteur de la licence pourra fournir des services de télécommunication à sa propre clientèle au moyen de son propre réseau d'ici à la fin 2003.</p> <p>Le détenteur de la licence sera habilité à louer des lignes à d'autres fournisseurs de services et utilisateurs d'ici à la fin 2003.</p> <p>Les conditions d'interconnexion entre la Société népalaise des télécommunications et le détenteur de la licence doivent faire l'objet d'une négociation. Si aucun accord n'est conclu, l'affaire est soumise à l'arbitrage du Conseil népalais des télécommunications, dont la décision a force obligatoire pour les deux parties.</p> <p>Le détenteur de la licence doit assurer l'exploitation d'au moins un centre d'appel public dans chaque comité de développement villageois, comme le prescrit le Conseil népalais des télécommunications.</p>	<p>Les terrains et le matériel d'une entreprise à participation étrangère supérieure à 50 pour cent reviennent au gouvernement népalais à l'expiration de la licence. Dans le cas d'une participation étrangère inférieure à 50 pour cent, le détenteur népalais de la licence peut exploiter le service sous une nouvelle licence.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Le détenteur de la licence doit investir une part donnée de l'investissement total dans le développement, l'extension et l'exploitation des services de télécommunication dans les zones rurales.</p> <p>Le détenteur de la licence doit créer un fonds pour le développement des communications rurales et y déposer chaque année une fraction donnée de ses revenus bruts, fixée par le Conseil népalais des télécommunications.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
Service de téléphonie mobile	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, sauf que:</p> <p>La licence d'exploitation est délivrée par le Conseil népalais des télécommunications (NTA).</p> <p>La participation étrangère est autorisée par l'intermédiaire d'une coentreprise, avec participation au capital maximale de 80 pour cent.</p> <p>La licence est délivrée pour une période initiale de dix ans. Elle est renouvelable pour des périodes additionnelles de cinq ans, jusqu'à un maximum de 25 ans, y compris la période initiale.</p> <p>Les opérateurs de téléphonie mobile ne seront pas autorisés à accéder aux services internationaux.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, sauf:</p> <p>Comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>Les terrains et le matériel d'une entreprise à participation étrangère supérieure à 50 pour cent reviennent au gouvernement népalais à l'expiration de la licence. Dans le cas d'une participation étrangère inférieure à 50 pour cent, le détenteur népalais de la licence peut exploiter les services sous une nouvelle licence.</p>	<p>3) D'ici à 2004, deux opérateurs de téléphonie mobile se verront accorder une licence pour exploiter le Système mobile global (GSM). Un opérateur sera sélectionné par une procédure d'appel d'offres. L'autre opérateur sera la Société népalaise des télécommunications, qui exploitera son système mobile dans les mêmes conditions que le deuxième opérateur.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Télécommunications à valeur ajoutée			
a) Internet, y compris le courrier électronique b) Courrier électronique c) Services d'audiomessagerie téléphonique d) Vidéotexte e) Télécopie f) Microstations terriennes (VSAT) g) Audioconférence h) Téléphone public i) Cartes téléphoniques à prépaiement j) Communication de données locale k) Radiorecherche l) Jonctions mobiles	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf que: La licence d'exploitation est délivrée par le Conseil népalais des télécommunications (NTA). La participation étrangère est autorisée par l'intermédiaire d'une coentreprise, avec participation au capital maximale de 80 pour cent. La licence est délivrée pour une période initiale de cinq ans. Elle est renouvelable pour des périodes additionnelles de cinq ans, jusqu'à un maximum de 25 ans, y compris la période initiale. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf que: Les terrains et le matériel d'une entreprise à participation étrangère supérieure à 50 pour cent reviennent au gouvernement népalais à l'expiration de la licence. Dans le cas d'une participation étrangère inférieure à 50 pour cent, le détenteur népalais de la licence peut exploiter les services sous une nouvelle licence. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	3) Après 2004, les opérateurs de microstations terriennes (VSAT) seront autorisés à fournir des services de données ou de téléphonie vocale, mais non les deux.
V. SERVICES D'ÉDUCATION			
C. Services d'enseignement supérieur (CPC 923)	1) Néant 2) Néant	1) Néant 2) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
VI. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT			
1. Services de voirie (CPC 9401) 2. Services d'enlèvement des ordures (CPC 9402) 3. Services d'assainissement et services analogues (CPC 9403)	1) Non consolidé* 2) Non consolidé* 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
VII. SERVICES FINANCIERS			
<p>Les engagements concernant les services d'assurance directe autre que sur la vie sont souscrits en conformité avec l'Accord général sur le commerce des services et l'Annexe sur les services financiers. Tous les engagements sont subordonnés aux prescriptions en matière d'admission, aux lois, règles et règlements nationaux et aux règles établies par la Commission de l'assurance et toute autre autorité népalaise compétente, selon le cas, qui sont compatibles avec l'article VI de l'AGCS et le paragraphe 2 de l'Annexe sur les services financiers.</p> <p>Les engagements concernant les services d'assurance directe autre que sur la vie sont offerts aux ressortissants et établissements financiers des Membres dont les lois et les politiques n'interdisent pas l'offre d'engagements similaires aux ressortissants et établissements financiers népalais.</p> <p>En ce qui concerne les services d'assurance directe autre que sur la vie, l'approbation, l'immatriculation et l'octroi de licences sont assujettis à un examen des besoins économiques portant sur les établissements nationaux. Seuls les établissements financiers notés au moins "B" par une agence de notation comme MOODI ou Standard & Poor's peuvent avoir une présence commerciale au Népal. Les parts détenues par les nations et les établissements financiers étrangers dans leurs sociétés constituées au Népal ne sont pas transférables sans l'approbation écrite préalable de la Banque Rastra du Népal (banque centrale) ou de toute autre autorité compétente selon le cas. Les bureaux de représentation ne peuvent pas mener d'activités commerciales.</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
1. Services d'assurance et services connexes			
A. Assurance directe b) Assurance autre que sur la vie	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf: Comme indiqué dans les conditions générales et sous "Engagements horizontaux" Seulement par la constitution d'une société, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent. Tout nouvel établissement est subordonné à l'octroi d'une licence approuvée par la Commission de l'assurance et/ou, si nécessaire, à un examen des besoins économiques par le gouvernement de Sa Majesté du Népal. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	3) Consolidé pour les fournisseurs étrangers existants de services d'assurance en ce qui concerne le champ de leurs activités et la structure de leur capital
VIII. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
1. Services hospitaliers (CPC 9311)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Seulement pour la constitution d'une société, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Faute de faisabilité technique.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
IX. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. Tourisme et restauration Services d'hébergement en hôtel (CPC 6411) (hôtel avec étoiles seulement)	1) Non consolidé*	1) Néant	
	2) Néant, sauf que la limite de devises convertibles est de 700 dollars EU par an et par personne	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
B. Services d'agences de voyage et d'organismes touristiques (CPC 7471)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
XI. SERVICES DE TRANSPORT			
3. Services de transport aérien			
d) Maintenance et réparation d'aéronefs (CPC 8868)	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Faute de faisabilité technique.

Liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous secteurs	Attribution de devises non convertibles par des banques commerciales sans intervention de la banque centrale	Inde	Indéterminée	Faciliter le trafic frontalier et l'intégration régionale en permettant la convertibilité intégrale de la roupie népalaise en roupie indienne dans les transactions courantes
Tourisme	Attribution de montants plus élevés de devises convertibles pour les voyages	24 pays de l'OCDE	Indéterminée	Tenir compte des coûts plus élevés de la nourriture et du logement dans les pays en question
Assurances	Approbation des demandes d'établissement subordonnée à un traitement réciproque	Tous pays	Indéterminée	Favoriser le traitement équitable des assureurs népalais qui cherchent à s'établir à l'étranger

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment; soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant, sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en œuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.
